



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

A6a – MISE AUX NORMES DE L'ASSAINISSEMENT

BASSIN DU VIADUC D'ARCUEIL

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

8- NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Maîtrise d'Ouvrage

DRIEA-IF / Direction des Routes d'Ile de France

Service de Modernisation du Réseau
Département de Modernisation du Réseau
Nord Est

137 rue de l'Abbé Groult 75015 Paris

Horaires d'accueil : 9h00-12h00 et de
14h00-16h00

Tel : +33 1 40 61 84 22

Maîtrise d'Œuvre Générale

DRIEA-IF / Direction des Routes d'Ile de France

Département des Techniques de la Route

Unité Eau Environnement

35, rue de Noailles - Bâtiment B2, 78000
VERSAILLES

horaires accueil: 9h à 12h et de 14h à 17h

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (NRE)

Acheteur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF) - Direction des routes d'Île-de-France, représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par délégation du Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris (arrêté n°IDF-2022-07-19-00006 du 19/07/2022)

Objet de la consultation

A6a – MISE AUX NORMES DE L'ASSAINISSEMENT

BASSIN DU VIADUC D'ARCUEIL

Marché de travaux

Table des matières

CHAPITRE 1 - PRÉAMBULE.....	4
1.1 - Présentation du projet.....	4
1.2 - Notice de Respect de l'Environnement.....	5
1.3 - Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE).....	6
1.4 - Plan de Respect de l'Environnement (PRE).....	6
CHAPITRE 2 - MESURES GÉNÉRALES SUR LE CHANTIER.....	8
2.1 - Plan de Respect de l'Environnement.....	8
2.2 - Respect de la réglementation.....	8
2.3 - Rôle du Chargé de l'Environnement.....	9
2.4 - Incidence sur les prix du marché.....	9
CHAPITRE 3 - CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU PROJET.....	10
3.1 - Localisation du projet.....	10
3.2 - Enjeux environnementaux généraux du projet.....	10
3.3 - Définition des zones sensibles.....	11
CHAPITRE 4 - MESURES DE PROTECTION ATTENDUES PENDANT LES TRAVAUX.....	12
4.1 - Installations de chantier.....	12
4.2 - Protection de la ressource en eau.....	13
4.2.1 - Mesures générales.....	13
4.2.2 - Pollution chronique.....	13
4.2.3 - Pollution accidentelle.....	13
4.3 - Protection de la qualité de l'air.....	14
4.4 - Lutte contre les espèces invasives.....	15
4.5 - Protection contre le bruit et les vibrations.....	15
4.6 - Gestion des déchets.....	15

CHAPITRE 1 - PRÉAMBULE

1.1 - PRÉSENTATION DU PROJET

Le présent projet consiste en la création d'un bassin de retenue des eaux pluviales au droit du PCTT d'Arcueil (autoroute A6), au sud de la région parisienne.

Il s'inscrit dans le cadre du projet de réouverture de la Bièvre, porté par le Département du Val de Marne dans le respect des objectifs du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). A ce titre la DIRIF a été sollicitée par les services environnementaux de la préfecture du Val de Marne pour engager des travaux de mise en conformité des rejets des eaux pluviales du viaduc de l'A6a à Arcueil dont une partie se rejette, sans traitement, directement dans la Bièvre.

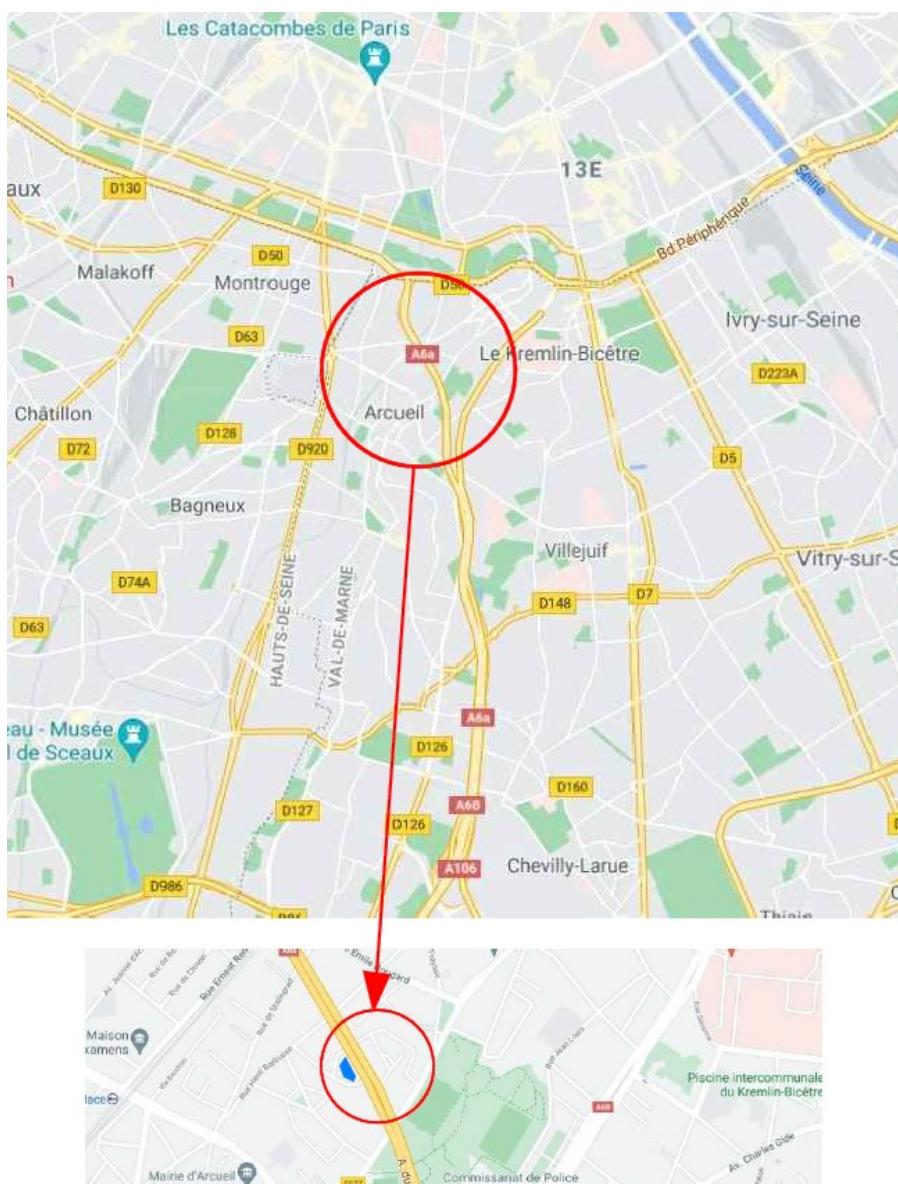


Figure 1 : plan de situation

Ce projet a fait l'objet d'un programme d'aménagement d'itinéraire (PAI) qui se décompose en 3 phases :

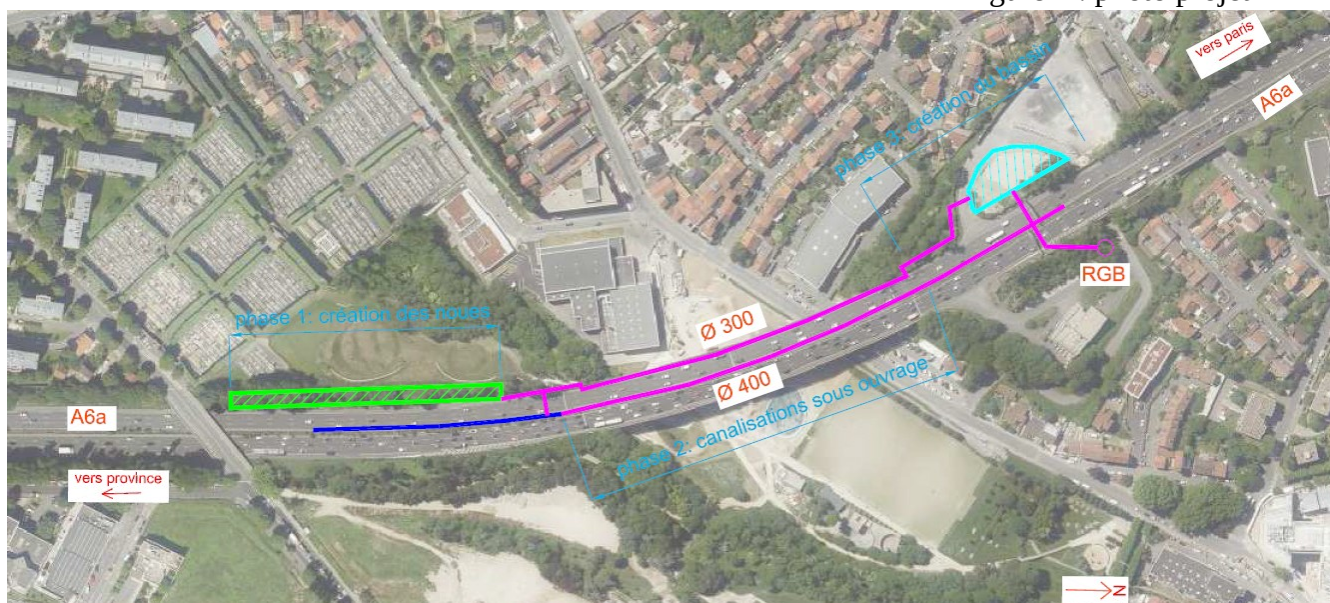
1ère phase : réalisation de noues (vert) de rétention et régulation pour réduire les inondations dans le parc du Coteau en provenance de l'A6a. Cette phase a été réalisée en 2016-2017 pour un montant de 628 395 €TTC.

2ème phase (rose) : mise en place de canalisations 300 et 400 accrochées sous les encorbellements des tabliers du Viaduc d'Arcueil pour la traversée et le recueil des EP en amont et en surface du viaduc jusqu'au futur bassin de rétention et de traitement avant rejet en Bièvre. Cette phase actuellement en cours devrait s'achever en 2026.

La 3ème phase (bleu clair) : construction et raccordements du bassin – Objet du présent dossier

Ce bassin a fait l'objet d'un dimensionnement par le CEREMA. Il sera construit dans les emprises du PCTT d'Arcueil (bretelle de service sens Y). Un raccordement des canalisations du viaduc est envisageable à compter du second semestre 2025, permettant ainsi un commencement des travaux du bassin dès le dernier trimestre 2024.

Figure 2 : photo projet



Conformément à l'article 2 du récépissé de déclaration au titre de la loi sur l'eau n°91-2015-00032, relatif au présent marché de travaux, toutes les dispositions doivent être prises pour éviter de polluer les eaux superficielles et les eaux souterraines lors de la phase chantier.

1.2 - NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Cette notice a pour but de préciser les actions que doivent mener le titulaire et ses sous-traitants pour respecter de manière générale les contraintes environnementales liées au projet. D'autre part, elle précise les sites où ces mesures doivent s'appliquer. Elle est illustrée de cartes de synthèse des contraintes environnementales, propres à l'emprise des travaux.

Pour l'élaboration de son programme d'exécution, et pendant tout le déroulement des travaux, le titulaire et ses sous-traitants sont tenus de respecter les prescriptions liées à l'environnement, décrites dans la présente Notice de Respect de l'Environnement (NRE).

1.3 - SCHÉMA ORGANISATIONNEL DU PLAN DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (SOPRE)

Le SOPRE est établi par l'entreprise et joint à son offre. Il constitue un engagement à mettre en œuvre et à appliquer au travers d'un Plan de Respect de l'Environnement (PRE) conforme à la NRE. Il sera le plus exhaustif possible, car il sera pris en considération pour le choix du candidat au moment de la consultation dans le cadre du critère « environnement ».

Il se présente sous forme d'une note de synthèse rappelant les contraintes et les engagements à prendre en compte par l'entreprise en faveur de l'environnement et se doit d'intégrer les principes fixés dans la NRE.

Il précise l'organisation des responsabilités entre les divers intervenants (cotraitants, sous-traitants, prestataires, etc.). Il indique les principes des responsabilités attribuées en matière de prise en compte de l'environnement aux fonctions qui composeront l'encadrement du chantier.

Il présente l'analyse des principaux impacts environnementaux des travaux à réaliser et les principales mesures prévues par l'entreprise pour réduire ces impacts ou limiter leurs conséquences dans le respect, à minima, des exigences réglementaires applicables et des exigences définies par le CCTP et la présente NRE.

1.4 - PLAN DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (PRE)

Le PRE est établi par l'entreprise. Il constitue un engagement vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre (dans le cadre du respect des engagements du Maître d'ouvrage en matière de protection de l'environnement). Il engage l'entreprise ou le groupement d'entreprises adjudicataire ainsi que ses sous-traitants et fournisseurs.

L'établissement du PRE s'effectue de la manière suivante :

- pendant la période de préparation du chantier : le PRE proprement dit est élaboré par l'entreprise mandataire, le cas échéant en concertation avec les entreprises du groupement
- en cours de travaux : le PRE est tenu à jour, en fonction des problèmes rencontrés et des éventuelles modifications dans l'organisation des responsabilités liées à la prise en compte de l'environnement (changement des personnes responsables, changement ou ajout de sous-traitants, etc.). Les incidents éventuels intervenant durant le chantier et relatifs à la protection de l'environnement sont relevés dans le journal de chantier par l'intermédiaire du compte-rendu journalier de l'entreprise.

Le PRE présente au minimum les éléments suivants :

- 1) Organigramme détaillé du personnel assurant l'application du PRE et explicitant ses attributions, par rapport à la prise en compte de l'environnement dans la préparation et la réalisation des travaux
- 2) Engagement de la Direction locale des travaux et du chantier à déterminer les dispositions nécessaires pour prendre en compte l'environnement dans le respect, à minima, des exigences réglementaires applicables et des exigences définies par le CCTP et la présente NRE et à mettre en place les moyens humains et matériels nécessaires pour mettre en œuvre ces dispositions. De plus, l'entreprise titulaire

devra compléter l'engagement du SOPRE figurant dans les pièces écrites du DCE

- 3) Moyens précis d'information, concernant le PRE, du personnel des différentes entreprises du groupement, des sous-traitants et des fournisseurs
- 4) Matériel et moyens disponibles pour la protection de l'environnement (compatibles avec le phasage des travaux)
- 5) Analyse des contraintes d'environnement qui concernent le chantier ainsi que les installations : définition des sites sensibles concernés ou des problèmes particulièrement sensibles présents dans l'environnement proche du chantier
- 6) Définition des phases, activités et tâches élémentaires de l'ensemble des travaux, au regard de la protection de l'environnement
- 7) Analyse des nuisances et des risques au regard de l'environnement, liés à l'ensemble des phases, activités et tâches élémentaires analysées précédemment, et notamment au stockage, à l'utilisation ou au déplacement de produits ou matériaux polluants à des degrés divers, à l'organisation du chantier entre les diverses entreprises
- 8) Détermination, en fonction des points 5, 6 et 7 et en fonction des objectifs et des prescriptions figurant dans la présente NRE et dans le CCTP, des mesures de prise en compte de l'environnement à mettre en œuvre, ainsi que des modalités de suivi, d'adaptation à l'évolution du chantier
- 9) Modalités de contrôle de la mise en œuvre des mesures de prise en compte de l'environnement : établissement d'un plan de contrôle précisant qui fait quoi, quand (avec quelle fréquence) et comment, d'une part au titre du contrôle interne (par les personnes directement responsables de l'exécution des travaux) et d'autre part au titre du contrôle externe (par des personnes non directement responsables de l'exécution des travaux telles que le chargé d'environnement ou des personnes appartenant à des entités externes à l'entreprise et mandatées par elle)
- 10) Modalités d'identification et de traitement des non-conformités environnementales (non-respect des mesures de prise en compte de l'environnement déterminées au point 7 et/ou des exigences réglementaires) et modalités de définition, si nécessaire, des actions correctives destinées à éviter leur renouvellement. Modalités d'identification et de traitement des actions préventives éventuellement nécessaires pour prévenir l'apparition de non-conformités
- 11) Modalités d'identification et de réponses aux situations anormales, accidentelles ou d'urgence qui peuvent avoir un impact sur l'environnement, étant entendu que, dans de telles situations, l'entreprise doit alerter immédiatement le maître d'œuvre quelque-soit le degré d'un problème rencontré
- 12) Mesures spécifiques de valorisation des matériaux issus du chantier, et notamment description détaillée des mesures prévues pour réutiliser les matériaux de déblais, (avec une note justificative et méthodologique précisant les pourcentages de réutilisation et l'organisation spécifique à mettre en place en liaison avec le phasage des travaux)
- 13) Dossier de récolement spécifique aux mesures liées au respect de l'environnement (bordereaux de dépôts des déchets, etc.)

Le point 5 pourra être traité sous forme de synthèse cartographique des contraintes. Ces cartes vont détailler les contraintes environnementales spécifiques

au chantier, objet du présent marché.

Le point 8 sera utilement complété par des plans et des schémas de principe des ouvrages de protection. Il lui sera également annexé un schéma d'intervention en cas de pollution accidentelle sur le chantier ainsi qu'un schéma d'élimination des déchets.

Le point 11 fera l'objet d'un plan d'intervention de chantier tel que décrit dans le CCTP. L'entreprise adaptera son PRE aux sensibilités environnementales du secteur concerné et à son marché.

CHAPITRE 2 - MESURES GÉNÉRALES SUR LE CHANTIER

L'entreprise et ses collaborateurs sont tenus de respecter les mesures d'organisation concernant la protection de l'environnement, présentées ci-après.

2.1 - PLAN DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

L'entreprise est tenue de remettre au Maître d'œuvre un PRE établi, le cas échéant, en concertation avec les entreprises constituant le groupement et avec leurs sous-traitants.

L'entreprise est responsable du respect du PRE par ses cotraitants, sous-traitants et fournisseurs.

Le maître d'ouvrage aura la possibilité de faire réaliser des audits de l'entreprise (et de ses cotraitants et sous traitants éventuels) ayant pour objet de vérifier la mise en œuvre effective et l'adéquation du PRE visé par le maître d'œuvre. Les éventuels écarts constatés lors de ces audits, par rapport aux prescriptions du PRE visé par le maître d'œuvre, ou par rapport au marché ou à la réglementation applicable, ou encore par rapport aux objectifs visés, feront l'objet de propositions d'actions correctives de la part de l'entreprise. Ces actions viseront à remédier à ces écarts et, le cas échéant, à en éliminer la cause.

2.2 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION

La remise aux normes de l'assainissement de l'A6 à Arcueil, objet du présent marché de travaux, est principalement basée sur les prescriptions du SDAGE Seine Normandie et du SAGE Bièvre ainsi que les prescriptions du DSEA/SIAAP.

L'attention de l'entreprise est attirée sur un certain nombre de textes réglementaires concernant la protection de l'environnement, et notamment :

- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et ses décrets d'application, qui ont pour objectif notamment de reconquérir la qualité des eaux et atteindre en 2015 les objectifs de bon état écologique fixés par la Directive Cadre Européenne
- le décret N°93-742 du 29 Mars 1993 en application de la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application, qui confèrent notamment au « pollueur » une responsabilité pénale passible d'amende et/ou d'exclusion des marchés publics, indépendamment de son obligation de remise en état des lieux
- le décret N°93-743 du 29 Mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L214.1 et L214.2 du code de l'environnement et, notamment, les rubriques 2.5.2/2° et 5.3.0/2°
- le décret n°95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2

de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et relatives aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation ainsi que les arrêtés du 2 janvier 1986 relatifs aux bruits aériens émis par les matériels et engins de chantier

- la loi relative à la protection de la nature n° 76-629 du 10 juillet 1976 et la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'Environnement
- la circulaire du 15 février 2000 concernant les déchets du BTP

2.3 - RÔLE DU CHARGÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire du marché désignera une personne, référente du maître d'œuvre, chargée de l'environnement. Le Chargé de l'Environnement dépendra directement de la direction locale des travaux et du chantier. Il aura des responsabilités et une autorité suffisantes (place dans l'organigramme) pour faire respecter les mesures définies pour prendre en compte l'environnement et faire mettre en œuvre les dispositions qui s'imposent dans les situations d'urgence qui ont ou qui peuvent avoir un impact sur l'environnement.

Sa qualification est au minimum celle de technicien supérieur confirmé. Il possède une réelle expérience en matière de protection de l'environnement et de travaux.

Le Chargé de l'Environnement a trois rôles :

- Assister la direction locale des travaux et du chantier pour tout ce qui concerne la prise en compte de l'environnement, en particulier pour ce qui concerne les relations avec le maître d'œuvre
- Informer, sensibiliser et former le personnel de l'entreprise, des entreprises cotraitantes, sous-traitantes et des fournisseurs, au respect de l'environnement sur le chantier
- Assurer le contrôle externe en matière de prise en compte de l'environnement

L'ensemble des actions du chargé d'environnement font l'objet d'un suivi écrit précisant la nature des actions réalisées, les résultats de ces actions et les suites données à ces actions.

En particulier, il élabore, avec la Direction locale des travaux et du chantier qui l'approuve formellement, le Plan de Respect de l'Environnement et le met à jour en fonction des évolutions du chantier.

Il exploite ce suivi pour participer à l'élaboration d'un bilan de la prise en compte de l'environnement sur l'ensemble du chantier en fournissant tous les documents (journal de chantier, bordereaux déchets, fiches de non-conformité, correctives, etc.) gardant la mémoire des événements à caractère environnemental.

2.4 - INCIDENCE SUR LES PRIX DU MARCHÉ

Les prix du marché sont établis en tenant compte des dépenses résultant de l'organisation de la protection de l'environnement et notamment :

- L'établissement du PRE
- La mise en place des mesures de prise en compte de l'environnement

Le Chargé de l'Environnement est rémunéré dans les prix d'installation de chantier.

CHAPITRE 3 - CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU PROJET

3.1 - LOCALISATION DU PROJET

Le projet global de reprise de l'assainissement de l'A6 à Arcueil s'insère dans une zone fortement urbanisée. Il intercepte la rivière la Bièvre au moyen du viaduc d'A6a par lequel transitent les eaux de la plateforme routière par des ouvrages de collecte en rive sur chaque tablier.

3.2 - ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX GÉNÉRAUX DU PROJET

Concernant les enjeux environnementaux du projet, les études réalisées soulignent notamment les points suivants :

Eaux superficielles :

- L'emprise du projet s'étend sur le bassin versant de la Bièvre, une masse d'eau superficielle identifiée comme fortement dégradée selon le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).
- L'analyse des données du réseau local de mesure et des seuils du Schéma d'Évaluation de la Qualité des Eaux (SEQ-Eau) indique une qualité moyenne à médiocre en amont de la Bièvre, se détériorant vers l'aval où elle devient médiocre à mauvaise. La dégradation de la qualité de l'eau est clairement liée à une pollution d'origine anthropique, notamment des rejets d'eaux usées dans la Bièvre.
- Malgré l'impossibilité de se connecter à la Bièvre, la mise aux normes de l'assainissement du viaduc d'Arcueil demeure un moyen d'améliorer la qualité des eaux.
- L'objectif déclaré pour 2027 est d'atteindre un bon potentiel écologique et un bon état chimique.

Eaux souterraines :

Les conclusions de l'étude de vulnérabilité réalisée par le bureau d'études « SOGETI » corrélées avec les compléments du CEREMA et de l'étude de Fondasol sont les suivantes :

- Entre la RD 258 Henri Barbusse et la culée nord du viaduc :
 - vulnérabilité moyenne : calcaires et sables du lutétien potentiellement perméables en relation avec la nappe, sensibilité très forte du risque inondation par remontée de nappes voire nappe sub-affleurante (perméabilité moyenne des formations superficielles mais aucun usage de la nappe).

Dans la partie située au nord du viaduc, la présence de la nappe sub-affleurante et celle d'un ancien site pollué ne favorise pas l'infiltration. Pour autant un étan

- Au niveau du franchissement de la vallée de la Bièvre :

➤vulnérabilité forte : Franchissement de la vallée de la Bièvre, risque d'inondation, usages sportifs, et future renaturation de la Bièvre (potentialités fortes et plus de deux usages éventuels à prévoir) ;

Suite à l'étude de vulnérabilité de la ressource en eau, des résultats des tests de perméabilité et des sondages géotechniques le Cerema recommande de réaliser des ouvrages étanches sur l'ensemble de la zone d'étude.

Le bassin sera donc équipé d'un radier béton hydrifuge en fond d'ouvrage afin d'assurer la protection de la ressource en eau souterraine.

En conclusion, la protection de la ressource en eau est un enjeu fort du projet.

3.3 - DÉFINITION DES ZONES SENSIBLES

Le tableau suivant est un document de portée générale dont l'application doit se faire en fonction des spécificités des travaux objet du marché.

Domaine	Facteur de nuisance	Conditions de la sensibilité
<u>QUALITÉ DES EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES</u>	<i>Destruction de ripisylve</i>	Traversée de cours d'eau permanents et de certains talwegs.
	<i>Mise en suspension de matières par brassage de matériaux, circulation, dérivation, construction d'ouvrages et de protections des berges (enrochements).</i>	Concerne tous les cours d'eau permanents. Présence de frayère à l'aval.
	<i>Pompages dans les cours d'eau</i>	Cours d'eau à faible débit.
	<i>Pollution des cours d'eau et du milieu biologique par rejet d'effluents et de produits polluants.</i>	Concerne tous les cours d'eau permanents. Localisation dans le périmètre de protection d'un ouvrage AEP. Localisation dans un secteur vulnérable du point de vue des eaux souterraines.
<u>QUALITÉ DE L'AIR</u>	<i>Émission de fumée</i>	À moins de 100 m, d'une zone habitée ou d'une voie publique à fort ou moyen trafic.
	<i>Production de poussières</i>	À moins de 100 m, d'une zone habitée, d'une voie publique à fort trafic ou d'une zone de culture sensible.

Domaine	Facteur de nuisance	Conditions de la sensibilité
	<i>Émission de poussière de liants hydrauliques</i>	À moins de 200 m, de tout milieu aquatique sensible de toute habitation ou industrie, d'espace de stationnement de véhicules, de voie à moyen ou fort trafic, d'une zone de culture sensible, de stockage de produit manufacturé sensible à l'attaque alcaline.
<u>ENVIRONNEMENT SONORE ET VIBRATION</u>	<i>Émission de bruit et de vibrations par le chantier en général</i>	À moins de 200 m d'établissement de santé ou de maison de repos, À moins de 150 m d'établissement d'enseignement, À moins de 50 m d'élevages sensibles.
	<i>Utilisation d'explosifs</i>	À moins de 100 m d'une habitation, d'un site d'entreprise ou d'un ouvrage d'art.
<u>ACTIVITÉS AGRICOLES</u>	<i>Obstruction de réseaux de drainage et d'irrigation</i>	Traversée de réseau à l'intérieur des emprises travaux.
	<i>Émission de poussières</i>	Parcelles de cultures maraîchères, fruitières, à moins de 100 m du projet.
	<i>Émission de bruit et de vibrations</i>	À moins de 50 m d'élevages sensibles (lapins et porcs notamment).
<u>PAYSAGES ET MILIEU NATUREL</u>	<i>Défrichements/destruction par dégagement d'emprises, création de pistes, mises en place d'installations de chantier</i>	Espace abritant des espèces floristiques et faunistiques remarquables. Zones de boisement et haies bocagères ou à composantes paysagères particulières.
<u>PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE</u>	<i>Dégradation de la qualité du site aux abords du monument protégé.</i>	Travaux à l'intérieur des périmètres de protection, site à moins de 500 m du site ou monument protégé.

CHAPITRE 4 - MESURES DE PROTECTION ATTENDUES PENDANT LES TRAVAUX

Les mesures de protection citées ci-après le sont à titre indicatif, et forment une liste non exhaustive des mesures nécessaires à la protection de l'environnement en phase chantier.

4.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les plans des projets des installations de chantier de chacune des entreprises cotraitantes ou sous-traitantes devront notamment préciser les dispositions envisagées pour la protection de l'environnement au niveau des ateliers, sanitaires, WC, aires de stockage de produits polluants, aires de stationnement, de lavage et d'entretien des engins, etc.

4.2 - PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU

Certaines périodes de travaux sont particulièrement sensibles, c'est le cas lors de la phase de dégagement des emprises, du terrassement, ou de pose des ouvrages hydrauliques. Les mesures suivantes seront donc mises en œuvre :

4.2.1 - Mesures générales

- Les règles générales de propreté de chantier seront respectées : utilisation d'engins en parfait état, contrôlés régulièrement, mise en place d'ouvrages de traitement des aires de lavage et d'entretien, gestion adaptée des déchets
- Mise en place d'un règlement de chantier qui exclut l'entretien et le stationnement des engins en dehors des zones prévues à cet effet
- Mise en place d'un plan d'assurance qualité, suivi des actions environnementales et formation le personnel de chantier

4.2.2 - Pollution chronique

Concernant les risques de pollution chronique, les mesures suivantes seront mises en place :

- Un réseau d'assainissement temporaire assurera la gestion des eaux de chantier. Le cas échéant, des ouvrages d'écêtement permettront la gestion des débits de rejets
- Les écoulements seront rétablis soit de façon provisoire, soit de façon définitive
- Mise en place d'une collecte et d'un traitement adapté des eaux de ruissellement de chantier et réalisation de rejets traités et contrôlés (en termes de débit) et ce dès le début des travaux. Les systèmes de traitement privilégiés seront les bassins, qui seront dimensionnés de façon à permettre la décantation des matières en suspension (MES), et placés à chaque point de rejet d'eau du chantier vers le milieu naturel

4.2.3 - Pollution accidentelle

Concernant les risques de pollution accidentelle, les mesures suivantes seront mises en place :

- Les installations de chantier et l'aire d'entretien des engins de chantier seront implantées sur des zones qui seront circonscrites et étanches de manière à pouvoir intervenir en cas de déversement accidentel
- Le stockage des produits et le stationnement des engins devront être réalisés sur des surfaces étanches
- Le ravitaillement devra être réalisé sur surface étanche, avec une rétention minimale en cas de déversement
- Les produits seront stockés sur les mêmes zones séparées dont les eaux de ruissellement peuvent être isolées et où les interventions en cas d'accident seront facilitées
- Tous les produits polluants doivent être stockés sur rétention ou dans des récipients à doubles parois. Le bac de rétention doit être étanche et doit pouvoir contenir au minimum le volume du plus gros récipient présent dedans et 50 % de la totalité du volume stocké. Ces bacs doivent être de préférence abrités de la pluie, sinon l'eau

présente dans le bac après une pluie doit être évacuée comme Déchet Industriel Spécial (DIS) par une entreprise agréée avec édition d'un bordereau de suivi de déchets industriels

- Définition des procédures d'intervention adaptées à chaque type de polluant et formation du personnel de chantier
- Mise à disposition de produits spécifiques absorbants (granulés, poudre, feuilles, rouleaux, barrages, tapis, couvertures) permettant une intervention rapide en cas de déversement accidentel

En cas de pollution accidentelle avérée :

- Extraction des terres souillées et stockage sur une aire étanche, avant leur envoi dans un centre de traitement adapté
- Ouverture d'une fiche de non-conformité

Dans le cas d'une pollution accidentelle sur le chantier, des moyens d'intervention d'urgence seront mis en œuvre afin de limiter les impacts sur le milieu naturel.

Un plan d'intervention de chantier mentionnant les personnes et organismes à alerter, le personnel et son organisation, les moyens disponibles et le catalogue des solutions techniques pour une intervention rapide (curage, nettoyage...) sera établi par l'entreprise, soumis à l'agrément du Maître d'œuvre, puis diffusé à l'ensemble des intervenants avant le début des travaux.

Ce plan d'intervention de chantier doit permettre d'intervenir à tous les endroits où peut se produire une pollution accidentelle susceptible de contaminer les eaux (chantier de terrassement, de construction des ouvrages, pistes d'accès, installations de chantiers, etc).

4.3 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Concernant la qualité de l'air, il convient de distinguer les zones de chantiers « courants » et les zones de chantiers « sensibles ». Sont considérés comme chantiers courants toutes les zones n'entrant pas dans la définition des chantiers sensibles ci-après. Les chantiers sensibles aux émissions de poussières sont ceux situés entre 100 m et 150 m de toute habitation, implantation industrielle, voie de circulation à moyen et fort trafic, zones de cultures sensibles, aire de stationnement des véhicules ou de stockage de produits manufacturés sensibles à l'attaque alcaline.

Les mesures de protection de la qualité de l'air suivantes seront mises en place par l'entreprise :

- éviter les opérations de démolition par grand vent
- interdiction de toute opération de brûlage
- arrosage des pistes, notamment par vent fort et temps sec pour limiter l'envol de poussières pendant les opérations de terrassement
- éviter les opérations de chargement et de déchargement de matériaux par vent fort dans les zones sensibles à la poussière
- vitesse limitée sur les pistes à 30 km/h dans les zones sensibles à la poussière
- échappement et taux de pollution des véhicules conformes aux normes
- aire de stockage des matériaux : bâchage des stocks en cas d'envols de

poussières à plus de 100 mètres

- Aire de stockage des liants hydrauliques : la plate-forme sera protégée notamment contre les vents dominants par un merlon. L'aire de stockage doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté. Dans le cas où le transvasement des produits s'effectue par voie pneumatique, les événements assurant la purge de l'air des cuves et de l'air comprimé de transport doivent être raccordés à des filtres (secs ou humides) efficaces. Tous les organes servant au transvasement (tuyaux souples, manchons de raccordement, joints divers...) doivent être maintenus en excellent état de fonctionnement et réparés ou remplacés dès qu'une émission de poussière est détectée visuellement. Les silos et les épandeurs doivent être équipés d'un dispositif de suivi de remplissage. L'aire de stockage doit être maintenue dans un bon état de propreté.

4.4 - LUTTE CONTRE LES ESPÈCES INVASIVES

Une plante invasive est une plante exotique dont la prolifération (récente ou passée) cause des dommages aux écosystèmes naturels ou semi-naturels ou des problèmes graves à la santé humaine.

L'entreprise prendra soin, avant le début des travaux, de repérer les plantes invasives potentiellement présentes sur l'emprise du projet (renouée du japon, ailante, herbe de la pampa, etc.). Les zones ainsi définies seront balisées, et soigneusement évitées.

Si ces zones sont en interaction directe avec l'emprise des travaux, l'entreprise proposera des mesures de gestion de ces plantes et de leur dissémination en phase chantier (nettoyage des engins de chantier, bâches, etc.).

4.5 - PROTECTION CONTRE LE BRUIT ET LES VIBRATIONS

Le planning des travaux devra mettre en évidence les phases les plus bruyantes et leur programmation (dates et horaires) en fonction de la sensibilité environnementale. Les mesures de protection suivantes pourront être mises en place en cohérence avec la nature des travaux à réaliser :

- utilisation d'engins de chantier respectant les normes d'émissions sonore en vigueur
- adaptation des horaires de chantier et limitation des travaux de nuit
- mise en place de merlons provisoires
- itinéraires de circulations des camions évitant au maximum les villages
- mesures de prévention lors des tirs de mines
- informations des riverains

4.6 - GESTION DES DÉCHETS

Dans sa conduite de chantier, l'entreprise devra se conformer strictement à la législation sur les déchets qui est intégrée dans le Code de l'Environnement (Livre V, Titre IV, article L.541-1 à L.541- 50).

L'entreprise devra fournir un schéma organisationnel de gestion des déchets (SOGED) (intégré au SOPRE), qui traitera de la gestion des déchets sur le chantier en cohérence avec les textes en vigueur (Code de l'Environnement et plus particulièrement le livre V:

Prévention des pollutions, des risques et des nuisances – Titre IV: Déchets -Articles L541-1 et suivants et articles D541-1 et suivants et R541-7 et suivants).

Sont concernés par cette démarche, tous les matériaux et produits sortant des emprises du chantier et notamment :

- les produits de fraisage et d'enrobés
- les produits issus du balayage et nettoyage
- les produits amiantés ou non issus de la déconstruction d'un ouvrage
- les déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier
- les matériaux résultant de l'activité du chantier
- les boues de curage des bassins provisoires de décantation